

NOUVELLE NOTE DE VIENNE AU PRÉSIDENT WILSON

EXCELSIOR

9^e Année. — N° 2.902. — 10 centimes. — Étranger : 20 centimes.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLEON

Pierre Lafitte, fondateur.

20, rue d'Enghien, Paris. — Téléphone : Gut. 02-73.

TOUTE PERSONNE QUI

le MERCREDI 30 OCTOBRE 1918	aura vécu 10.972 JOURS EXACTEMENT	et dont CHRISTIANE, AUGUSTE ANNA ou HUBERT est le prénom habituel
--	---	---

recevra, à titre gracieux, un abonnement d'un an à EXCELSIOR et sera intéressée dans nos bénéfices de 1919.

DEUX DÉPUTÉS FRAPPÉS PAR LES BALLES ENNEMIES AUX PORTES DE VALENCIENNES

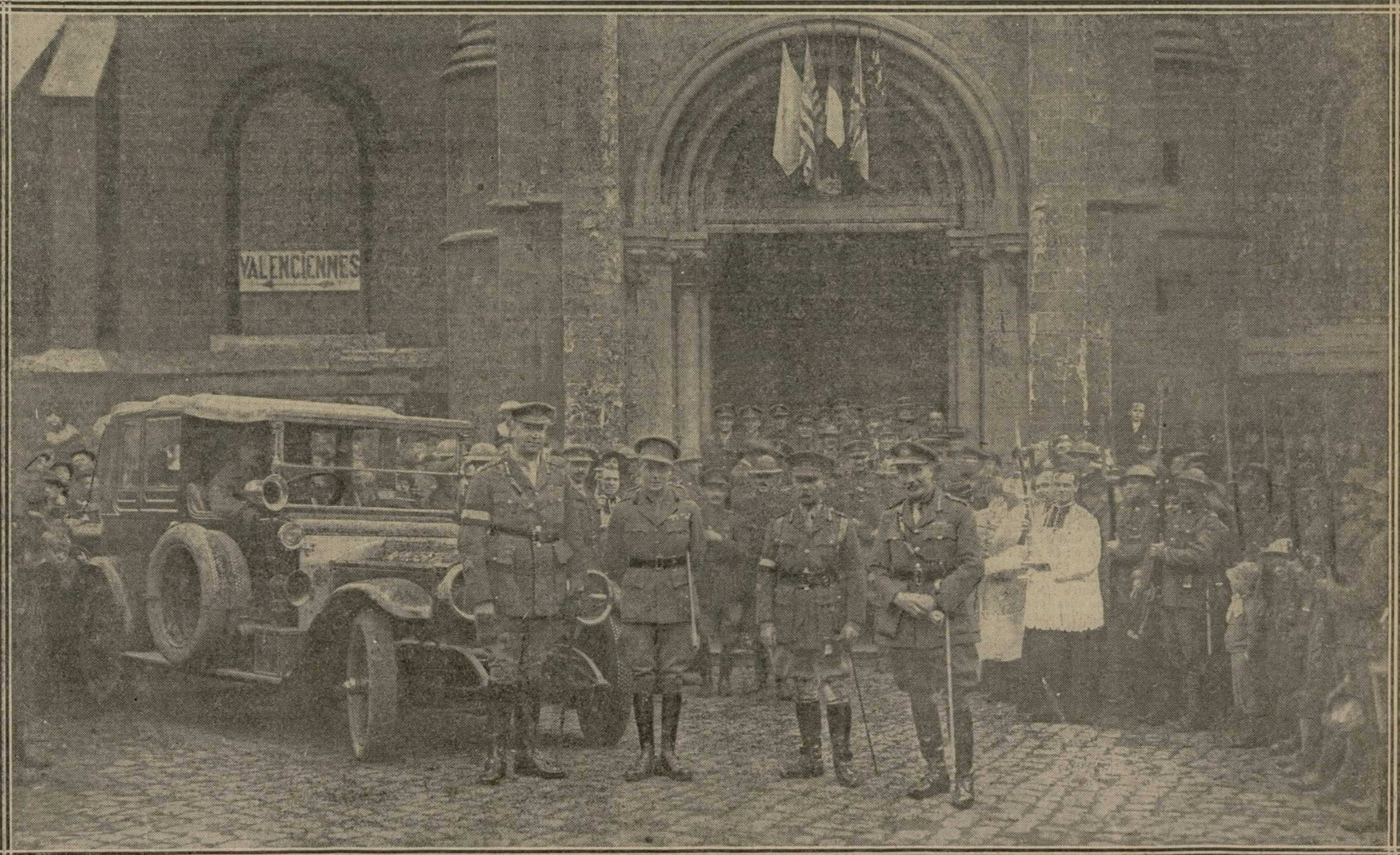


VOICI L'ENDROIT OU SE DÉROULA LE DRAME; AU PREMIER PLAN, LE CHAPEAU ABANDONNÉ EST CELUI DE M. DURRE

M. Durre et M. Mélin, tous deux députés de Valenciennes, s'étaient avancés, lundi, en compagnie de leur collègue M. Lefebvre, jusque dans un des faubourgs de la ville encore occupée par les Allemands, lorsque, brusquement, M. Durre s'affaissa. Frappé par la

balle d'une mitrailleuse allemande installée dans une maison et qui, d'autre part, blessa grièvement M. Mélin à la mâchoire, M. Durre mourut peu après. Nous donnons en médaillon, à gauche, la photographie de M. Durre; à droite, celle de M. Mélin.

LES HABITANTS DE DENAIN FÊTENT LEUR DÉLIVRANCE ET LEURS LIBÉRATEURS



LE PRINCE DE GALLES, A SA SORTIE DE L'ÉGLISE DE DENAIN, PASSE DEVANT LA HAIE DE SES SOLDATS VICTORIEUX

Denain, réveillé de son long cauchemar de quatre années, fêta dimanche dernier sa délivrance et ses libérateurs. Une foule compacte se pressa dès le matin autour de l'église, que remplissaient les officiers et les soldats de la division britannique. Et

l'assistance entière n'avait d'yeux que pour un jeune homme qui se tenait debout au milieu du chœur et à qui le prêtre disait : « Monseigneur, vos troupes, comme celles de Villars, naguère, sont venues nous délivrer ». Ce jeune homme, c'était le prince de Galles.

L'Autriche-Hongrie éperdue VIENNE RENOUVELLE SA PROPOSITION DE PAIX SÉPARÉE AU PRÉSIDENT WILSON ET EN AVISE LES PUISSANCES ALLIÉES

Les Allemands d'Autriche protestent
et constituent un comité national.

Toutes les parties de la monarchie
dualiste proclament leur indépendance.

L'Autriche aspire toujours à l'armistice et à la paix, et multiplie les démarches pour les obtenir. Le comte Andrássy, sans attendre la réponse de Washington, insiste. Il a envoyé une note nouvelle à M. Lansing. Il répète que l'Autriche accepte sur tous les points le programme de M. Wilson et que l'Autriche est prête à reconnaître les droits de toutes les nationalités.

« Je m'adresse directement à vous, conclut la note, pour qu'une suspension d'armes soit immédiatement accordée. »

Le gouvernement de Vienne, par des explications orales données à la presse, a d'ailleurs achevé d'éclaircir ses intentions. Devant les représentants des principaux journaux réunis au Ballplatz, il a été expliqué que la réponse de M. Wilson avait obligé l'Autriche d'agir séparément et de ne pas se solidariser avec l'Allemagne. « Il n'y avait pas d'autre moyen d'avoir la paix », a-t-on dit officiellement.

Cette défection d'ailleurs été signifiée dans les formes par l'empereur Charles à Guillaume II lui-même. L'alliance austro-allemande est ainsi dénoncée. L'Allemagne n'a eu qu'à s'incliner.

Cependant, la demande de paix séparée du gouvernement de Vienne a causé une émotion considérable parmi les Allemands d'Autriche. Ceux-ci, comme on le sait, ont déjà constitué un comité national. Quelques députés ont demandé la déchéance des Habsbourgs, traités à la cause germanique. Les chrétiens sociaux se sont opposés à ce vœu. Mais il a été néanmoins décidé qu'il serait rédigé un manifeste dénonçant au comte Andrássy le droit de parler au nom de l'Autriche allemande. En outre, le comité national a décidé qu'il importerait de fonder un Etat allemand indépendant, avec son ministère particulier, qui le représenterait aux congrès de la paix.

En Bohême, même mouvement. Une profonde agitation règne à Prague, où l'on crie : « Vive Wilson ! ». La proclamation de la République tchèque serait déjà un fait accompli. Cependant, les Allemands de Bohême (qui sont au nombre de deux ou trois millions) demandent leur rattachement à l'Empire allemand, et ont même envoyé une adresse de fidélité au chancelier Max de Bade.

Enfin, la Hongrie, elle aussi, continue à se trouver dans une situation révolutionnaire. Le comte Karolyi est rentré à Budapest en annonçant que le comte Andrássy (son propre beau-père !) s'opposait à ce qu'il fût président du Conseil. La foule l'a acclamé, et, dit-on, les mitrailleuses tirent dans les rues.

L'Autriche est en pleine décomposition. Que sortira-t-il de ce chaos ? La chose la plus grave est de voir l'élément allemand travailler à l'union à l'Allemagne. La presse de Berlin accueille déjà les Allemands d'Autriche comme des frères retrouvés.

Il y a là un péril auquel l'Entente aura pour devoir de s'opposer.

Jacques BAINVILLE.

Les Allemands quittent la Bohême

LA HAYE, 29 octobre. — On mande de Vienne :
« Tous les professeurs et étudiants allemands de l'Université de Prague ont quitté la ville en hâte. »

L'AFFAIRE CAILLAUX-LOUSTALOT-COMBY

La première audience de la Haute Cour a été tenue hier ; M. Lescouvé, procureur général, prononça son réquisitoire.

Peu de monde dans les tribunes à cette première audience, à laquelle n'assistèrent ni les accusés, ni leurs avocats. On sait, en effet, qu'il ne s'agit que d'une formalité : la lecture du réquisitoire du procureur général, après laquelle la Cour de justice doit ordonner une instruction complémentaire.

Les sénateurs juges sont venus nombreux. Au contre-appel on comptera seulement trente-quatre absents, dont la plupart ont envoyé des lettres d'excuse.

A 2 h. 10, M. Antonin Dubost déclare l'audience ouverte. Après la lecture du décret de convocation de la Cour de justice, il est procédé à l'appel nominal. On remarque que, cette fois, les noms de MM. Clemenceau, Stephen Pichon, Pams et Jeanneney, les sénateurs qui font partie du gouvernement, ne sont pas appelés. Par contre, on appelle M. Charles Humbert, qui est à la Santé, et M. d'Anay, décédé il y a quelques jours. Et ce n'est pas sans provoquer quelques sourires.

Le contre-appel terminé, M. Antonin Dubost ordonne d'introduire les représentants du ministère public. Précédés par les huissiers, M. Lescouvé, procureur général, et M. Regnault, avocat général, font alors leur entrée. Tous deux sont en robe rouge ; M. Lescouvé s'installe à droite de M. Antonin Dubost, à la place qu'occupait M. Méron au procès Malvy ; M. Regnault, à sa gauche. Un bref salut aux membres de la Cour, et le procureur général s'assied à la parole.

LE RÉQUISITOIRE DU PROCUREUR GÉNÉRAL

M. Lescouvé lit lentement, d'une voix nette et sans accent.

Son réquisitoire tient exactement quarante-quatre pages d'une dactylographie serrée. Il rappelle, en premier lieu, les

Berne, 29 octobre. — On télégraphie de Vienne : Le comte Andrássy a adressé au secrétaire d'Etat Lansing le télégramme suivant :

« Immédiatement après avoir pris la direction du ministère des Affaires étrangères, j'ai envoyé une réponse officielle à votre note du 18 octobre. Vous y verrez que nous acceptons, sur tous les points, le programme posé par le président des Etats-Unis dans ses différentes déclarations. Nous nous associons entièrement aux efforts du président tendant à empêcher de nouvelles guerres par l'organisation d'une famille des peuples. Nous avons pris des mesures pour que les peuples d'Autriche et de Hongrie puissent, en toute liberté et d'après leurs propres droits, décider de leur future organisation. »

« Depuis que l'empereur et roi Charles a pris en mains le gouvernement, il s'est toujours efforcé d'amener la fin de la guerre. Aujourd'hui, plus que jamais, c'est vers ce but que tendent les vœux du souverain et de tous les peuples d'Autriche et de Hongrie. Je suis persuadé qu'ils ne pourront se développer que dans une lutte pacifique, à l'abri de tous les ébranlements, de toutes les privations et de toutes les amertumes qu'engendrerait la guerre. »

« Je m'adresse donc directement à vous, monsieur le Secrétaire d'Etat, en vous priant de bien vouloir agir auprès de M. le Président des Etats-Unis pour que, dans l'intérêt de l'humanité aussi bien que dans celui de tous les habitants d'Autriche et de Hongrie, un armistice soit immédiatement accordé sur tous les fronts d'Autriche et de Hongrie, et qu'il soit suivi de l'ouverture de négociations de paix. »

Le gouvernement austro-hongrois, en même temps qu'il envoyait sa note au secrétaire d'Etat M. Lansing, en communiquait le contenu aux gouvernements français, anglais, japonais et italien, avec prière d'approuver, de leur côté, la proposition qu'elle contient et de l'appuyer auprès du président Wilson.

L'AVANCE VICTORIEUSE DES ITALIENS

Plus de 4.000 nouveaux prisonniers.



COMMANDEMENT SUPRÊME (29 octobre). — La formidable bataille engagée sur la Piave le 27 octobre continue victorieusement. Des pentes des hauteurs du val d'Obbiadene à la voie ferrée Treviso-Oderzo, les troupes italiennes et alliées, en deux jours de lutte glorieuse, se sont solidement emparées de la gauche du fleuve.

Des troupes de la 12^e armée ont conquis les hauteurs du val d'Obbiadene. Le 138^e régiment d'infanterie français a pris d'assaut le mont Pianar. La plaine de Cernaglia est en notre possession. Des troupes de la 8^e armée, après avoir pris les collines de Cosco, sont entrées dans Susegana. La 10^e armée, continuant son avance irrésistible, a poussé ses avant-gardes sur la gauche du Monticchio.

La valeureuse brigade de Come (23^e et 24^e) s'est encore une fois distinguée par son élan incomparable.

De nombreux canons ont été capturés ; 4.000 seulement des prisonniers faits dans la journée d'hier sont arrivés aux

postes de concentration ; beaucoup d'autres se trouvent encore sur la rive gauche de la Piave.

De l'Asico à la Brenta, de violentes actions d'artillerie ont alterné avec des points d'infanterie.

Des détachements ennemis qui tentaient d'attaquer le col d'Echelle et le col del Rosso ont été repoussés.

Sur la rive gauche de l'Ornic, notre infanterie a occupé le village d'Alano di Piave et fait plusieurs centaines de prisonniers.

20.000 kilogrammes d'explosifs ont été lancés, avec des résultats très efficaces, et plusieurs dizaines de milliers de coups de mitrailleuse ont été tirés sur des troupes en mouvement.

Onze avions et six ballons captifs ont été abattus.

Des ravitaillements très audacieux de nos troupes les plus avancées sur la gauche de la Piave soulignent la superbe activité de l'aviation italienne et alliée.

pouvoirs ; changement de tout le personnel des commandants d'armée et des généraux ; mise de la Chambre en congé ; appel à Paris de certains régiments ; constitution d'un ministère réduit ; arrestation



LE PROCUREUR GÉNÉRAL LESCOUVÉ prononçant son réquisitoire ; à sa gauche, l'avocat général Regnault

des gens de l'Action Française et de leurs « complices » de la grande presse ; vote d'une loi intitulée le Rubicon pour légitimer par voie de décrets, même sur les matières constitutionnelles.

Les explications de M. Caillaux sont ainsi relatées :

« C'est assez sottement, déclare l'inculpé, qu'il a intitulé son projet de loi le Rubicon. Aucune disposition pénale n'interdit du reste, ajoute-t-il, à un citoyen de coucher

LA BATAILLE DE LA LIBÉRATION NOS TROUPES DANS GUISE

L'armée Guillaumat brise la résistance ennemie.
Sur un front de 12 kilomètres, elle progresse
et fait plus de 850 prisonniers.

Communiqué français, 29 octobre (14 heures). — Lutte d'artillerie assez vive dans la région de l'Oise, notamment en face de Grand-Verly.

Au cours de la nuit, nos troupes, surmontant la résistance de l'ennemi, se sont rapprochées sensiblement de Guise. Elles ont enlevé le baraquement de l'hôpital, aux abords de la gare, et la première tranchée d'un ouvrage fortifié au sud du château.

Plus au sud, nous avons dépassé la ferme Louvry.

A droite du Péron, nos éléments ont continué à progresser en faisant une quarantaine de prisonniers.

Sur le front de la Serre, grande activité de mitrailleuses ; nos patrouilles sont partout au contact de l'ennemi.

Rien à signaler sur le reste du front.

Communiqué français, 29 octobre (23 heures). — Entre l'Oise et la Serre, la journée a été marquée par de vives actions d'artillerie, notamment dans la région de Crécy-sur-Serre.

A l'ouest de Château-Porcien, les troupes infatigables de la 5^e armée ont entrepris aujourd'hui une nouvelle poussée. Sur un front de 12 kilomètres, entre Saint-Quentin-le-Petit et Herpy, la bataille s'est engagée avec un magnifique entrain de notre côté, et un grand acharnement de la part de l'ennemi, qui avait reçu l'ordre de tenir coûte que coûte.

Sur notre gauche, malgré l'abondance des mitrailleuses ennemies, qui tentaient d'enrayer notre avance, nous avons réussi à déboucher de Saint-Quentin-le-Petit et à porter nos lignes aux abords de la cote 137. A l'ouest de Banogne, nous avons également progressé. Au centre, nos troupes, brisant toutes les résistances, ont repoussé l'ennemi au delà de la route de Recouvrance à Saint-Fergeux, sur une étendue de 3 kilomètres, à l'est du signal de Recouvrance. A droite, nous avons enlevé la cote 156 et avancé plus à l'est.

Le chiffre des prisonniers actuellement dénombrés dépasse 850.

Rien à signaler ailleurs.

Communiqué britannique, 29 octobre (13 heures). — Rien à signaler en dehors de l'activité de l'artillerie et de rencontres sur certains points du front.

Communiqué britannique, 29 octobre (22 heures). — Au cours d'un raid heureusement

exécuté par nous ce matin au nord-est d'Englefontaine, nous avons fait plus de 70 prisonniers et infligé de lourdes pertes à l'ennemi.

Une attaque locale allemande au nord de Farnas a été repoussée avec succès.

Communiqué américain, 29 octobre (14 heures). — Le feu de l'artillerie et des mitrailleuses a continué violemment pendant la nuit sur le front de la 1^{re} armée au nord de Verdun ; il a atteint une intensité particulière dans la région des bois Belleu et d'Ormont. Rien à signaler ailleurs.

LA SITUATION

Après Crécy-sur-Serre, Guise est atteint à son tour. La ligne de la Serre, privée de ses deux points d'appui occidentaux, ne pourra plus être défendue longtemps. Celle de l'Aisne, qui lui fait suite, est également menacée, entre Rethel et Vouziers, et à l'ouest de Château-Porcien, où nous venons



de dépasser la route de Recouvrance à Saint-Fergeux.

Mais la capitulation de l'Autriche expose désormais l'Allemagne à un danger si grave, qu'on peut se demander si les lignes successives de repli prévues par l'ennemi sur l'Escaut, la Serre et l'Aisne, la Sambre et l'Oise, et même sur la Meuse, pourront être utilisées par lui avant que la menace d'invasion par la frontière autrichienne lui ait imposé la nécessité de consacrer toutes ses forces à la défense du territoire national. Et cette défense sera-t-elle possible en de telles conditions ?

Jean VILLARS.

M. DURRE DÉPUTÉ DE VALENCIENNES EST TUÉ AUX PORTES DE LA VILLE

Il tomba, atteint par une balle de mitrailleuse allemande, qui blessa grièvement son collègue M. Mélin.

Au cours d'une visite dans les faubourgs de Valenciennes, deux députés du Nord, MM. Durre et Mélin, ont été atteints, lundi matin, par des balles de mitrailleuses ennemies. M. Durre, atteint au cœur, a été tué sur le coup ; M. Mélin a été sérieusement blessé à la mâchoire.

Tous deux étaient, dimanche matin, à Dain, présents à la cérémonie de la dévotion, à laquelle assistaient le prince de Galles, M. François Lefebvre, maire de la ville et député, et de nombreuses personnalités.

Au moment précis où nous venions de nous arrêter au bord d'une excavation, une mitrailleuse que nous n'apercevions pas entre en action. Aux premières détonations, nous croyons, Lefebvre et moi, que c'est un avion qui entame un combat. Nous levons la tête. Soudain, derrière nous, des exclamations, des pas précipités, un cri poignant. Nous nous retournons. Durre était tombé les bras en avant, au milieu de la rue, il tâchait de se relever. Mélin, le visage ensanglanté, était entraîné par M. Deffaux, industriel de Valenciennes, dans la direction d'où nous venions. Il y eut un mouvement instinctif chez les autres : en courant, nous allâmes nous coller contre les murailles de gauche les plus proches.

Cela dura quelques secondes. Mais une voix implorante s'éleva : « Venez à mon secours, ne m'abandonnez pas. » Durre nous appela. La mitrailleuse s'était tue. Nous eûmes tous trois, j'en suis sûr, le même serrement de cœur. Les mêmes mots nous vinrent aux lèvres : « On ne peut pas le laisser comme cela : allons le chercher. »

En nous avançant courbés, au ras de terre, nous parvînâmes aux côtés de notre pauvre ami. Doucement, il nous dit : « Adieu, mes amis, merci, c'est fini, j'ai fait mon devoir. » Puis, il entra dans la coma.

L'un de nous fouilla la maison et revint avec un traversin et un vieux coussin. Nous le portâmes alors dans une petite salle à manger attenante. On le mit sur le dos, à même le plancher. Il n'y avait pas de matelas, les Allemands ayant tout pillé, tout dévasté. On le palpa, on examina son poignet. Il n'avait sur lui aucune tâche de sang. Enfin on découvrit un petit accroc dans la région du cœur. Une autre petite déchirure à égale hauteur dans le dos marquait la sortie de la balle.

Quelques minutes après la mort avait fait son œuvre.

La mort de M. Durre a profondément ému les députés, et M. Deschanel s'est fait l'interprète de la Chambre en rendant un suprême hommage à cette nouvelle victime de la traîtrise allemande.

Sérieuses émeutes à Berlin

AMSTERDAM, 29 octobre. — On mande de Berlin que de sérieuses émeutes se sont produites dimanche à Berlin, après les réunions électorales des socialistes indépendants.

LEÇONS PAR CORRESPONDANCE PIGIER
Rue de Rivoli 53, PARIS
COMMERCE, COMPTABILITÉ, STENO-DACTYLO, LANGUES, etc.
Préparation aux Brevets et aux Baccalauréats

